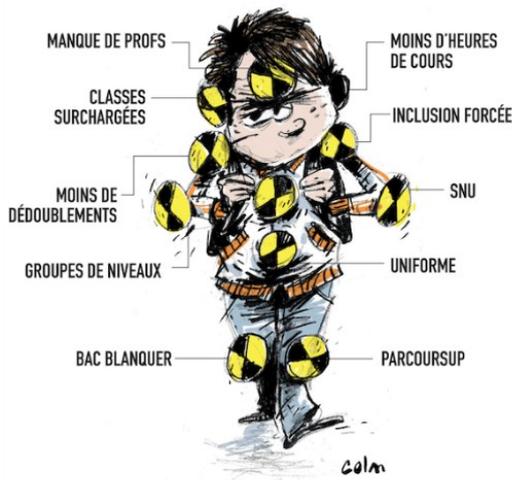


CHOC DES SAVOIRS



Rentrée 2024 : Non au « choc des savoirs » !

Cet ensemble de mesures ministérielles annoncées pour la rentrée prochaine vont, si elles se mettent en place, accélérer la mise en place d'une école à plusieurs vitesses, basée sur le tri social. C'est le contraire de ce qui fonde l'École publique et laïque : l'accueil de toutes et tous les élèves, sans distinction, pour les emmener le plus loin possible.

Promesse n°1 : des moyens en plus

Le gouvernement Macron annonce sur tous les tons que l'Éducation est l'une des « priorités nationales », et mettre les moyens pour cela : amélioration des remplacements, enveloppe d'heures données en plus aux écoles et établissements pour mettre en place des dispositifs d'aide et d'accompagnement, lutte contre le harcèlement...

Témoignage d'une maman d'élève au collège Pont Rousseau :

« Quand ma fille aînée est entrée au collège, il y avait des groupes allégés dans de nombreuses matières, des dispositifs d'aide et de soutien. Tout cela a disparu au fil du temps parce que les moyens ont baissé. »

La réalité :

Depuis 20 ans, les politiques éducatives successives ont consisté à faire baisser les moyens donnés à l'École publique pour fonctionner : suppressions de postes, baisse des budgets de fonctionnement, des heures d'enseignement, gel des salaires des personnels... Résultat : les classes sont parmi les plus chargées d'Europe, tandis que les enseignant·es sont parmi les plus mal payé·es, mais aussi les plus pressurisé·es par l'empilement des tâches et l'alourdissement de leur temps de travail, qui n'est plus extensible. Cette dégradation des conditions de travail fait que l'on manque d'enseignant·es, de médecins scolaires, d'infirmier·ères, d'assistantes sociales, de CPE, d'AED, d'AESH... Et tout cela a un impact sur la qualité du service rendu.

Promesse n°2 : la restauration de l'autorité

Les élèves devront bientôt porter un uniforme, avoir leur brevet pour aller au lycée, faire leur Service National Universel en seconde, et les redoublements seront beaucoup plus nombreux.

Témoignage d'une enseignante au collège Pont Rousseau :

« Ce qui fonde l'autorité de l'École, c'est la transmission des savoirs. Mais elle ne peut pas être conduite avec succès dans des classes surchargées, par des enseignant·es de moins en moins nombreux et sous pression. Restaurer l'autorité de l'École passe par lui donner les moyens de bien fonctionner. »

La réalité :

Les études sur les redoublements montrent qu'ils ne sont efficaces qu'à un certain nombre de conditions difficiles à réunir. Par ailleurs, il faut des moyens pour financer une année supplémentaire ! Les mesures « choc des savoirs » prétendent rendre du pouvoir aux enseignant·es alors qu'elles les dépossèdent de leur métier et de leur expertise comme seul J.-M. Blanquer avait osé le faire : pratiques pédagogiques imposées, manuels labellisés, évaluations nationales annuelles... Or, les comparaisons internationales PISA montrent justement que les systèmes éducatifs qui réussissent le mieux sont ceux qui investissent dans la compétence pédagogique des enseignant·es. Quant à l'uniforme, il n'effacera pas les inégalités scolaires qui minent le système éducatif, ni même les inégalités sociales : dans les pays où l'uniforme est en place, les élèves se distinguent par leurs chaussures par exemple.

Promesse n°3 : la prise en compte des besoins de chaque élève

École inclusive, groupes de niveau au collège en mathématiques et français pour les élèves de 6e et de 5e à la rentrée 2024, puis de 4e et 3e à la rentrée 2025... Le gouvernement se targue de prendre ainsi en compte les besoins de chaque élève : pendant que les élèves en difficulté arrêteront de « stagner », les meilleurs pourront « s'envoler » (dixit G. Attal).

Témoignage d'un élève de 6e au collège Pont Rousseau :

« Ceux qui vont être dans le groupe d'élèves en difficultés vont se croire nuls. Dans ce groupe, personne ne pourra s'entraider, alors que ça fait des liens et ça fait progresser. »

Pour en savoir plus sur les groupes de niveau :



La réalité :

Les groupes de niveau au collège se mettent en place sans moyens, au détriment de tous les dispositifs qui existent actuellement dans les collèges pour aider les élèves. Les effectifs dans les groupes seront trop lourds. Leur logique est celle du tri entre fragiles, moyens et forts, sur la base des résultats aux évaluations nationales. Or, toutes les recherches montrent que l'enseignement en groupes de niveau a des effets négatifs sur le niveau moyen des élèves. Ils échouent à faire progresser les plus fragiles, et accentuent la pression scolaire sur les plus forts. Les groupes de niveau ne feront qu'accentuer les inégalités scolaires pré-existantes, elles-mêmes corrélées aux difficultés sociales, alors que les enquêtes PISA montrent que le problème du système scolaire français est justement qu'il échoue à réduire ces inégalités. Dans le cadre de la grande compétition scolaire qui se met en place avec Parcoursup et le « choc des savoirs », ils auront pour effet mécanique de faire renoncer un peu plus et un peu plus tôt les enfants des milieux populaires, et d'autres, à prolonger leurs études. L'École inclusive, qui est dans son principe un immense progrès, se fait sans les moyens nécessaires : il n'y a plus de place en ULIS ou en établissements spécialisés, les élèves en inclusion individuelle ne bénéficient pas d'une prise en charge à la hauteur des besoins, les personnels des écoles et établissements ne sont pas formés... Cela produit de la souffrance pour les élèves et familles concernés ainsi que pour les personnels.

Il est de la responsabilité de toutes et tous, attaché-es au service public d'Éducation, de défendre une école publique émancipatrice pour tous les élèves, et de revendiquer des alternatives à la casse dont elle fait l'objet :

- la réduction des effectifs par classe ;
 - le recrutement massif de personnels (d'enseignement, de vie scolaire, AESH et personnels médico-sociaux), y compris remplaçants ;
 - des temps de concertation et de travail en équipes prévus dans les services, afin de répondre véritablement aux besoins des élèves ;
 - le retour de la technologie en 6^e et des moyens supplémentaires dans les différentes matières.
- C'est de cela dont le service public d'Éducation a besoin : pas de procéder au tri sélectif des élèves en prétendant en sauver certains !



Si vous partagez ces valeurs, rejoignez-nous :

- le mercredi 21 février à partir de 20h15 au collège Allende de Rezé, pour échanger et construire ensemble ;
- en mars, en soutenant les actions de mobilisation des enseignant-es de vos enfants : envoyons-leur des messages de soutien, participons à leurs actions et manifestations.

Faisons du mois de mars le coup d'envoi d'une grande mobilisation de défense de l'École publique !

Les parents et les enseignant-es du collège Pont Rousseau de Rezé.
Contact : fcpe.pontrousseau@gmail.com